

Irak : quels lendemains après la victoire de l'État islamique ?

par Christian Malard

Conseiller diplomatique

Consultant pour CNN, NBC News, la BBC, Arabies and Trends et i24 News

Co-président du European American Press Club



La libération de Mossoul cristallise les enjeux politiques, sociaux et sécuritaires, qui déterminent l'avenir de l'État irakien. Reste à savoir si, au final, la victoire sur les djihadistes sera un préalable suffisant pour pacifier l'Irak et inscrire une nouvelle dynamique au cœur de son régime politique.

L'effondrement de l'État Islamique dans la presque totalité de ses bastions irakiens laisse percer un grand espoir pour ce pays englué dans la guerre durant ces 37 dernières années...

Mais si c'est un moment d'espoir, c'est aussi un moment de dangers, de risques, pour un pays qui peut, à nouveau, être confronté aux mêmes problèmes, aux mêmes causes qui ont facilité l'émergence de l'État Islamique.

En effet, les vieilles disputes, entre Sunnites, Chiïtes et Kurdes, concernant les terres, les ressources et le pouvoir, refont surface au moment où les vainqueurs de la guerre se déchirent pour contrôler les territoires libérés et prendre le pouvoir dans ce que l'on appelle le paysage post-islamique.

Les rivalités réapparaissent aussi dans le cadre de la reconstruction des villages et des villes détruits par les combats, du réacheminement des millions de personnes déplacées vers leur domicile et de la réconciliation entre communautés qui, il y a 3 ans, ont préféré les lois brutales et barbares de l'État islamique aux nombreux abus de leur Gouvernement.

L'échec de tout règlement post État Islamique enclencherait inévitablement le cycle de mécontentement et de révolte qui a conduit à l'insurrection irakienne de 2003 et à sa réincarnation sous la forme de l'État islamique après 2011. On a là un défi qui paraît à la fois immense et insurmontable.

À Mossoul, dans le quartier de la vieille ville, 230 000 personnes se retrouvent sans habitation. Et elles ne

sont pas prêtes d'être relogées. Pour l'instant, il n'y a aucun signe tangible d'un début de reconstruction.

La frustration est telle qu'on retrouve sur les murs des inscriptions du type : « Il y aura bientôt un autre État Islamique ». Il s'agit là d'un message clairement adressé aux autorités qui restent les bras croisés.

Les rivalités politiques, qui avaient été mises en sommeil au nom de la lutte contre l'État Islamique, reprennent le dessus.

La région Kurde pousse en avant son referendum sur l'Indépendance, en dépit des objections émises par l'Iran, la Turquie et les États-Unis et peut déclencher une nouvelle guerre, avant que celle en cours ne soit terminée.

Le vote pose la délicate question des frontières de la région du Kurdistan. Des tensions se profilent dans des endroits où les forces peshmergas kurdes et les milices chiïtes, soutenues par l'Iran se sont retrouvées face à face à cause de la guerre contre l'État Islamique.

Des clivages apparaissent à l'intérieur même de la majorité chiïte irakienne, qui s'est ralliée aux forces de sécurité du pays et aux milices connues sous le nom de Hashd El Shaabi ou unités de mobilisation populaires.

Il y a des divergences énormes sur la future identité du pays avec une question des plus sensibles : devons-nous nous tourner davantage vers l'Iran ou maintenir notre alliance avec les États

Unis ? Et jusqu'où faut-il aller dans la réconciliation entre la majorité chiïte et la minorité sunnite ?

Au printemps prochain, des élections pourraient être sujettes à conflit, car les partis politiques qui sont derrière les milices soutenues par l'Iran, qui ont joué un grand rôle dans les combats, veulent capitaliser sur leur victoire pour avoir la majorité au Parlement.

Face à cette situation, les Sunnites sont en plein désarroi, dispersés dans les camps de réfugiés ou de retour dans leur maison en ruine. Ils se sentent toujours rejetés par la majorité chiïte.

L'avenir est d'autant moins réjouissant que le pays n'a aucun budget pour la reconstruction. La chute des prix du pétrole et les contraintes de la guerre contre l'État Islamique l'ont mis en faillite et sous la dépendance du Fond Monétaire International et de la Communauté Internationale.

Les Nations Unies cherchent désespérément à recueillir 100 milliards de dollars pour reconstruire l'Irak.

Bonne chance !



Selon les Nations Unies, l'offensive de Mossoul a entraîné une crise humanitaire majeure, marquée par la fuite de centaines de milliers de civils, dans un pays qui compte déjà plus de 3,3 millions de déplacés.



La reconquête de Mossoul est la plus importante victoire de l'Irak face à l'EI, depuis que le groupe extrémiste sunnite s'était emparé en 2014 de vastes portions du territoire irakien.

Christian Malard

Éditorialiste de politique étrangère à France Télévision, Consultant pour CNN, NBC News, la BBC et Arabies and Trends, Christian Malard, élu journaliste de politique étrangère par l'Association de la presse étrangère, regroupant plus de 1000 journalistes des 5 continents, est spécialiste des États-Unis et du Moyen-Orient et co-préside à Paris l'European American Press Club. Il anime également l'émission *Tout est Politique* avec Michaël Darmon sur la chaîne i24 News. ■